

Le 19 juin 2008, soutenons le blocage du CA du CNRS

Personnels - des EPST du CNRS, de l'INRA, de l'INRIA, de l'INSERM et de l'Université de Nice-Sophia-Antipolis -, manifestons, notre opposition au démantèlement annoncé du CNRS

**comme à Lyon et dans d'autres régions
TOUS à la Délégation Régionale du CNRS de Sophia – Antipolis
pendant la réunion du CA au siège du CNRS**

JEUDI 19 juin à partir de 8h30

**Délégation Côte d'Azur du CNRS
250 rue Albert Einstein - Bâtiment 3
Sophia-Antipolis**

La direction du CNRS accepte la demande ministérielle de découper le CNRS en Instituts Nationaux, en laissant volontairement de côté certains secteurs. Dans le document, "Horizon 2020", Plan stratégique du CNRS, la direction du CNRS accepte également que ce soit le (la) ministre chargé(e) de la recherche qui nomme les directeurs d'instituts, la direction du CNRS n'ayant que le droit de faire des propositions. **Ce démantèlement du CNRS est un des éléments d'une attaque beaucoup plus générale qui porte sur l'ensemble des institutions de l'enseignement supérieur et de la recherche publique, et vise à placer tous les laboratoires, universitaires ou pas, sous la dépendance d'Agences ou d'Instituts pilotés directement par le gouvernement.**

Le texte présenté au CS et au CA du CNRS traite du mode de découpage du CNRS. Il comprendrait 6 Instituts : soit l'IN2P3 créé en 1971 et l'INSU créé en 1985 accompagnés de 4 nouveaux : l'Institut National des Mathématiques et de leurs Interfaces (INMI), l'Institut National de Physique et Nanosciences (INPN), l'Institut National de Chimie (INC) et l'Institut National d'Ecologie et Biodiversité (INE)

Selon ce texte, **il faudra préciser d'ici fin 2008 le devenir du Département des Sciences du Vivant (SDV) au CNRS, compte tenu du fait que le CNRS ne crée pas d'Institut National de Biologie** mais se contente d'une "participation du CNRS au copilotage des nouveaux "instituts thématiques" de l'INSERM". A l'évidence, afin de rendre cette évolution peu lisible et d'affaiblir ainsi les réactions, la direction du CNRS a accepté une disparition en deux temps (juin et décembre 2008) des SDV du CNRS.

Pour le département **des Sciences et technologies de l'information et de l'ingénierie (ST2I) du CNRS et la coordination nationale en informatique**, le ministère a demandé à la direction du CNRS de rester là aussi dans le vague et de **s'entendre avec la direction de l'INRIA pour proposer ultérieurement une structure unique.**

Pour les Sciences Humaines et Sociales (SHS), le ministère a imposé un recul à la direction du CNRS, qui avait négocié un Institut de SHS. Dans la nouvelle proposition, la stratégie est la même que pour les SDV : pas de création d'Institut en juin 2008. L'objectif de la direction du CNRS est le même que pour le département de SDV.

La direction du CNRS continue de céder aux injonctions ministérielles visant à mettre en place une restructuration du CNRS qui transforme cet organisme reconnu internationalement en une coquille vide, ayant perdu toute capacité de mener une politique scientifique cohérente et autonome. C'est la mort du CNRS, crime que le gouvernement cherche à dissimuler par un discours affirmant qu'il marque ainsi sa confiance dans cet organisme et que ce découpage renforcera la cohésion et l'efficacité du CNRS !

Nous sommes décidés à empêcher ce processus de destruction, d'abord en bloquant la tenue du CA du 19 juin, seul habilité, aujourd'hui, à décider de cette restructuration. Une grève administrative qui paralysera le système sera déclenchée immédiatement si cette restructuration devait être décidée le 19 juin ou effectuée à la sauvette cet été. Cette grève pourra prendre des formes multiples : refus des directeurs d'unité de signer des documents administratifs, refus de remettre des rapports scientifiques ou financiers, refus de participer à des commissions d'évaluation pour l'AERES, etc.....

Sauvons la recherche, SNES-UP, SNTRS-CGT, FERC-supCGT, SNCS-FSU